

A l'attention des Rapporteurs Spéciaux:

Michel Forst, Situation of Human Rights Defenders

Victoria Tauli-Corpuz, Rights of Indigenous Peoples

Annalisa Ciampi, Rights to Freedom of Peaceful Assembly and of Association

Mesdames Annalisa Ciampi et Victoria Tauli-Corpuz, Monsieur Michel Forst,

En amont de la 36^e session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies et de la 71^e session du Troisième Comité de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Nous, soussignés les 34 défenseurs des droits humains de 28 pays, participant à l'atelier « Formation pour la protection des défenseurs de l'environnement et de la terre » à Johannesburg du 7 au 9 août 2017, vous écrivons pour vous faire part de nos préoccupations concernant notre travail et les atteintes graves aux droits humains et à l'environnement. Dans cette déclaration, nous tenons à souligner la fermeture de l'espace démocratique et les risques auxquels nous sommes confrontés dans notre vie quotidienne tandis que nous défendons l'environnement et dénonçons la corruption qui facilite l'intrusion abusive de compagnies sur nos terres.

Depuis le 2 août, la population mondiale vit officiellement à crédit sur la quantité d'énergie consommable en 2017. D'année en année, ce "Jour de dépassement de la Terre" arrive toujours plus tôt du fait que notre humanité utilise plus de ressources naturelles que notre planète n'est en mesure de produire au cours d'un cycle solaire. Alors que les citoyens de l'hémisphère Nord profitent largement des avantages de la surconsommation des ressources, il est clairement démontré que la population au Sud en porte, à l'inverse, les principaux coûts. Dernièrement, et ce de manière inquiétante, cette soif de matières premières cause la perte de vies humaines.

Beaucoup d'études publiées récemment présentent des preuves de plus en plus flagrantes de la persécution à laquelle nous, les personnes qui défendons les ressources naturelles contre une exploitation sans scrupules, devons souvent faire face. 2016 a de nouveau battu de tristes records en devenant l'année la plus meurtrière enregistrée à ce jour pour ceux parmi nous qui veulent avoir leur mot à dire dans les décisions importantes qui affectent notre patrimoine naturel. Selon Global Witness, non seulement le nombre de défenseurs tués est passé de 185 en 2015 à 200 l'année dernière, mais le phénomène touche également de plus en plus de pays.

Dans un climat général de recul des libertés individuelles à l'échelle mondiale, les défenseurs de l'environnement et des terres sont particulièrement vulnérables, surtout lorsque nous possédons des origines autochtones. Vivant et travaillant dans des zones reculées, nous expérimentons souvent une marginalisation sociale et économique qui réduit d'autant plus la portée de notre combat contre les intérêts puissants des sociétés nationales et transnationales pour qui il n'est pas rare d'opérer avec la connivence des autorités publiques. Dénoncer cette collusion d'intérêts publics et privés engendre des réprimandes sévères – la dissidence est alors étouffée et criminalisée, et nos vies sont menacées. A maintes reprises, nous voyons notre travail jeté en discrédit tandis que nous sommes taxés de manquer de "patriotisme" ou de refuser le développement et le progrès. Ces diverses tentatives de sabotage témoignent clairement du fait que le lien État-compagnies, alimenté par la corruption, est l'un des facteurs les plus importants dans la persécution dont nous sommes victimes.

Nous joignons nos voix dans cette lettre afin d'appeler à une plus grande solidarité mondiale pour notre travail et notre combat. Une action d'ampleur mondiale est requise pour contrer les menaces auxquelles nous sommes confrontés quotidiennement. Nous avons besoin d'un réel espace pour nous faire entendre et d'obtenir un plus grand soutien des acteurs pouvant porter

notre message grâce à leur autorité et influence. Notre combat s'étend bien au-delà de nos terres et de nos communautés respectives. En fin de compte, nous nous battons pour un monde dans lequel tous les citoyens peuvent jouir de manière juste et durable des ressources naturelles qui bénéficieront aussi aux générations futures.

Notre lutte dépasse la simple question de l'accès aux ressources. Se battre pour plus de justice et d'égalité sociales devrait être une responsabilité partagée à l'échelle de la planète. Comme indiqué par Oxfam dans son rapport « Une économie pour les 99 pour cent » publié en 2017, être chassé de ses terres ou perdre l'accès à des ressources telles que l'eau et les forêts est un facteur de pauvreté important qui contribue à la montée des inégalités dans le monde entier. Privées de leurs sources de revenus, nos communautés perdent un moyen de survie essentiel. Et pourtant, lorsque nous exprimons de manière pacifique notre désarroi face à la perte de nos ressources et de nos moyens de subsistance, la violence des forces de l'ordre, de groupes de sécurité privés et ou parrainés par l'État s'abat alors sur nous.

La défense des droits de nos communautés nous expose à des inculpations criminelles infondées, à des arrestations illégales basées sur des accusations fabriquées de toute pièce, à la torture et à la privation de libertés, à des menaces de mort, à la surveillance, au harcèlement judiciaire et aux obstacles administratifs, entre autres. Les menaces pèsent aussi sur nos familles, pour les forcer au silence, et beaucoup d'entre nous ont dû prendre la décision difficile de fuir leurs foyers et de partir en exil pour s'extirper d'un combat devenu trop dangereux.

Face à cette montée de menaces et d'attaques contre nous, nous vous exhortons à :

- Enjoindre les Etats membres du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à clarifier et à mettre en œuvre effectivement leur législation nationale sur des droits liés aux ressources naturelles.
- Élaborer des principes directeurs pour guider les gouvernements dans la rédaction de dispositions législatives visant à améliorer la protection des défenseurs des droits humains, y compris ceux qui travaillent sur la gestion des ressources naturelles.
- Rappeler aux Etats l'importance de respecter les normes internationales en matière de développement et droits humains, notamment la Convention 169 de l'OIT sur les droits des peuples autochtones et tribaux afin de mettre en place une consultation véritable des communautés locales qui implique l'octroi d'un consentement préalable, libre et éclairé avant le développement de projets extractifs ou d'infrastructures.
- Mobiliser des ressources plus conséquentes, notamment en s'appuyant sur le personnel existant des Nations Unies, afin de vous permettre de porter assistance à cas individuels.
- Inciter fortement les gouvernements dans les pays où les défenseurs de l'environnement et des terres sont le plus menacés de mettre en place des fonds d'urgence pour mieux protéger ces activistes.
- Donner la priorité, pour vos missions, aux pays dans lesquels la vie des défenseurs des terres et de l'environnement est la plus menacée, tels que le Honduras, la République Démocratique du Congo, le Brésil, les Philippines, la Colombie, le Nicaragua et l'Inde. Ces visiteurs permettront d'interpeller le gouvernement sur le sort de nos confrères dans ces pays dans le but d'améliorer leur cadre de travail de façon à ce qu'ils puissent continuer leurs luttes en toute sécurité.

- Mettre en lumière les actions de suivi dans les pays déjà visités, comme le Mexique en 2017.

Nous vous remercions de votre aimable attention et vous prions d'agréer, Mesdames Ciampi et Tauli-Corpuz, Monsieur Michel Forst, à notre respectueuse considération,

Acción Ecológica - Ecuador
 Amadiba Crisis Committee - South Africa
 Associação Justiça, Paz e Democracia -Angola
 Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme - Democratic Republic of the Congo
 Association des Amis de la Nature - Burundi
 Association Jeunesse Verte du Cameroun - Cameroon
 Association Tunisienne de Droit du Développement - Tunisia
 Arab Youth Climate Movement - Jordan
 Badia East Community - Nigeria
 Brainforest - Gabon
 Center of Studies and Initiatives for Development - Equatorial Guinea
 Collectif Tany - Madagascar
 Consejo Nacional para la Defensa de la Tierra, Lago y Soberanía - Nicaragua
 Fundar - Mexico
 Global Rights Alert - Uganda
 Justiça nos Trilhos - Brazil
 Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law - Kazakhstan
 Livaningo - Mozambique
 Maasai Women at rural communities - Kenya
 Marange Community Development Trust - Zimbabwe
 Mozambique Bar Association - Mozambique
 Nash Vek Public Foundation - Kyrgyzstan
 National Center for Advocacy Studies - India
 National Organisation of Andean and Amazonian Indigenous Women of Peru - Peru
 National Training and Support Center for NGOs - Tajikistan
 Non-Timber Forest Products Exchange Programme - Philippines
 People's Watch - India
 Rede Terra - Angola
 Red Sombra Observadores Glencore - Argentina
 Regional Central American Association for Water and the Environment - Costa Rica
 Rim Climate Movement - Mauritania
 Sustaining the Wild Coast - South Africa
 Tanzanian Human Rights Defenders Coalition - Tanzania
 Tanzania Pastoralist Community Forum - Tanzania
 Wahli Riau - Indonesia